

Les pouvoirs locaux, l'eau, les territoires

Titre(s) : Les pouvoirs locaux, l'eau, les territoires

Editeur, producteur : Paris : La Découverte, 2003

Description matérielle : 1 vol. 188 p. : cartes ; 20 cm

Collection : Hérodote 110 0038-487

ISBN : 978-2-7071-4141-5

Appartient à la collection : Hérodote 110 0038-487

Classification décimale Dewey : 363

Résumé ou extrait : - Les pouvoirs locaux, l'eau, les territoires - L'eau : une question géopolitique, en France aussi - Les inondations de la Somme en 2001, enjeux de pouvoirs dans un contexte de décentralisation - La gestion de l'eau à l'épreuve des territoires - Enjeux géopolitiques autour de la distribution d'électricité en France - Les Assises régionales des libertés locales (octobre 2002-février 2003) : beaucoup de bruit pour rien - Identités et pouvoir local : le cas de la revendication d'un département Pays basque - Le rôle de la presse quotidienne régionale bretonne dans la création d'une " identité bretonne " : étude comparative de Ouest-France et du Télégramme - A quoi, à qui sert le débat public ? - La relance de la décentralisation : une boîte de Pandore géopolitique Depuis plusieurs années, l'eau est devenue un enjeu politique, y compris en France où pourtant elle est accessible à tous et partout. Les écologistes en ont fait un de leurs chevaux de bataille, dénonçant l'irresponsabilité de l'État qui néglige l'entretien des cours d'eau, celle d'élus locaux qui accordent des permis de construire en zone inondable, celle des agriculteurs qui polluent les nappes phréatiques. Ces critiques rejoignent les campagnes médiatiques sur les dérèglements climatiques et écologiques liés à la construction d'immenses barrages, ou les risques de pénurie pouvant conduire à une " guerre de l'eau ". Dans ce contexte, la question de la gestion de l'eau occupe désormais en France une place importante dans les débats publics, comme l'ont montré ceux menés dans chaque région lors des " Assises des libertés locales ", qui devaient préparer " la " grande réforme du gouvernement Raffarin en matière de régionalisation. Au vu des nouvelles compétences très limitées accordées aux régions, cette démarche apparaît bien décevante, d'autant plus que les départements sont loin d'avoir vu rogner leurs champs de compétences. Dans ce numéro, sont justement abordés la permanence du cadre départemental dans l'organisation territoriale de certains réseaux de distribution, qu'il s'agisse de l'électricité ou de l'eau, et le rôle des relations entre élus départementaux et entreprises concessionnaires. Et au-delà des tensions françaises entre région et département, les auteurs s'interrogent sur la propension des responsables politiques ou économiques, à droite comme à gauche, à vouloir se libérer du " carcan de l'État ". Mais au bénéfice de qui ? Question que l'on doit se poser quand des élus corses réclament une région sans département et des élus et responsables économiques du pays basque un département basque sans le Béarn...[4ème de couv.]

Sujet(s) : Gestion des ressources en eau Inondations Maîtrise France Politique de l'environnement France

France
politique de l'eau
décentralisation administrative

Sujet - Nom commun : Problèmes et services sociaux associations